

clairement les lieux à découvrir (avec prière expresse de ne pas aller importuner les propriétaires !). Destinés aux touristes et aussi aux autochtones soucieux de connaître leur patrimoine, ces petits livres valorisent un attrait original et encore mal connu de nos villes.

Denise DELOUCHE

Christian BOUVET (dir.), François AUBRÉE, Fernand HAVARD, Anne LEGRAIS, Jacques YZIQUEL (collab.), *14-18. Hommes et femmes du pays de Châteaubriant*, Châteaubriant, Histoire et patrimoine du pays de Châteaubriant, 2018, 288 p.

14-18. Hommes et femmes du pays de Châteaubriant est un ouvrage collectif dirigé par Christian Bouvet, président de l'association Histoire et patrimoine du pays de Châteaubriant (HIPAC)²⁴, sorti en novembre 2018 à l'occasion du centenaire de l'Armistice. Il s'agit là de la vingt et unième et avant-dernière publication depuis 2003 de cette dynamique association historique (105 membres), issue de l'association des Amis de l'histoire, relancée sous ce nom en 2002, et qui a choisi en 2011 d'abandonner sa revue annuelle pour se concentrer sur des publications thématiques régulières²⁵.

L'ouvrage est publié dans un format à l'italienne (26 x 22 cm) avec une reliure cartonnée qui n'est pas sans rappeler dans son titre, sa forme et sa présentation générale l'ouvrage collectif *Hommes et femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre*, publié en mai 2014 par la Société archéologique et historique d'Ille-et-Vilaine (SAHIV) et le Département d'Ille-et-Vilaine (Archives départementales d'Ille-et-Vilaine), sous la direction d'Éric Joret, conservateur en chef du patrimoine, et Yann Lagadec, maître de conférences à l'université Rennes 2, alors vice-président de la SAHIV²⁶. Le mimétisme, loin de nous déplaire, donne à voir le moteur d'inspiration et révèle l'intérêt que la publication « brétilienne » a suscité chez ses proches voisins ligériens. Mais l'ouvrage recensé affirme une démarche mémorielle qui ne cherche pas à occulter la part émotionnelle des témoignages (p. 10), alors que son modèle propose une analyse plus scientifique des faits.

Le parti pris délibérément pacifiste de cette publication est annoncé sans ambages dès la page de garde avec la représentation d'une colombe qui est reprise à chaque coin de page et surtout avec l'illustration de la page 4 (photographie très connue du cadavre

24. Les quatre autres auteurs cités sur la page de couverture avec le directeur de publication ont « accompli des études et diverses tâches » qui n'entament en rien le rôle capital du directeur de publication.

25. On renvoie au site internet de l'association : <http://chateaubriant-histoire.fr>.

26. Cette publication a été recensée dans ces colonnes par Patrick Gourlay (*Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. xciii, 2015, p. 447-450).

déchiqueté du sergent Jules Hème fauché par un obus le 11 juin 1918 à Courcelles-Épayettes dans l'Oise) et la conclusion de l'avant-propos du directeur de publication : « une idée forte m'a conduit pendant toute la réalisation de cet ouvrage. Tous ces écrits choisis, mais aussi tous les monuments, élèvent un cri, un cri contre l'horreur de la guerre, un cri contre l'absurdité de la guerre, un cri qui dénonce, et on ne le dira jamais assez, la cruauté et la bêtise humaines ». C'est pourquoi cette publication se présente, non pas comme une synthèse de l'histoire du pays de Châteaubriant pendant la Grande Guerre, du fait aussi, selon les auteurs, de « l'insuffisance des ressources d'archives », mais davantage comme une suite d'« exemples de vécus d'hommes et de femmes » entrecoupée d'études plus élaborées sur le front, l'arrière et la mémoire, qui composent sans surprise les trois parties de l'ouvrage (assez inégale entre elles : 144 pages pour la première, 76 pour la deuxième et 58 pour la troisième et dernière partie).

Un point à signaler est le ressort géographique de cette étude historique : le « pays » et non le canton, base administrative de l'époque. Ce découpage territorial se rapproche du cadre extra-cantonal de certaines circonscriptions mises en place en période de guerre, comme, par exemple, les commissions de ravitaillement. Une carte des trente-trois communes concernées est proposée en ouverture de l'ouvrage. De Soulvache à Saffré, du nord au sud, et de Derval à La Chapelle-Glain, d'ouest en est, on retient de ce territoire rural et agricole qu'il est encore aujourd'hui marqué d'une empreinte industrielle avec des exploitations du sous-sol, en particulier minières (mines d'Abbaretz ; mines de la Brutz à Rougé, Soulvache et Sion associées à celles de Teillay en Ille-et-Vilaine), le tout porté par deux centres économiques et administratifs : Nozay, avec ses marchés et ses foires, et Châteaubriant, avec son usine de matériel agricole (Huard), sa fonderie (Franco) et sa sous-préfecture²⁷ ; la ville, située aux portes de l'Anjou, est à quasi-distance de Nantes et de Rennes, un peu à l'écart des axes routiers principaux mais reliée à ces deux chefs-lieux de département par le chemin de fer ainsi qu'au nœud ferroviaire de Redon, à son port et à ses débouchés de l'Atlantique et de la Manche. Notons d'emblée que les mines n'ont pas été étudiées par les auteurs sans doute faute de sources et parce que leurs activités fonctionnaient au ralenti pendant la guerre, même si leur production intéressait beaucoup l'effort de guerre et certains industriels étrangers tel que le hollandais Jos de Poorter qui, déjà avant-guerre, prospectait dans les parages et sera mêlé dans les premiers mois de la guerre à une affaire d'espionnage du fait de sa proximité avec le groupe allemand Thyssen-Krupp²⁸.

27. Il faut préciser ici qu'il n'y a pas de casernes à Châteaubriant. Les hommes mobilisés rejoignent les casernes d'Ancenis, Nantes ou Angers où ils sont en grande partie affectés dans des régiments d'infanterie, respectivement 64^e régiment d'infanterie (RI), 65^e RI et 135^e RI, répartis entre le XI^e corps d'armée de Nantes et le IX^e corps d'armée de Tours.

28. Cf. JORET, Éric, « Des richesses minières convoitées : Léon Daudet, Jos de Poorter et le sous-marin allemand », dans Éric JORET et Yann LAGADEC (dir.), *Hommes et femmes d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre*, Rennes, Société archéologique et historique d'Ille-et-Vilaine / Département d'Ille-et-Vilaine, 2014, p. 230-231.

D'une manière générale, les auteurs ont quasi exclusivement travaillé dans la première partie sur les témoignages écrits laissés par les combattants et conservés précieusement par leurs descendants. Une sélection s'est imposée au vu du nombre de documents réunis (carnets, journaux, lettres) auxquels les auteurs ont eu accès et qui ont souvent été restitués de manière exhaustive. La plupart des « expériences combattantes » ont pu être illustrées : soldat sur le front, religieux, aviateur, prisonnier de guerre, soldat mutin de juin 1917, soldat fusillé et fratrie (ici, non décimée mais épargnée). Ces récits prennent suite dans l'ouvrage les unes à la suite des autres après une étude sur les combattants du pays de Châteaubriant faisant la part belle à la « saignée » dont l'ouvrage se veut « être une illustration » (p. 15) : 2 834 morts recensés soit 4,4 % de la population du pays de Châteaubriant de l'époque, au-dessus de la moyenne nationale (3,2 %), départementale (3,6 %) et de celles des départements voisins : Ille-et-Vilaine (3,9 %) et Maine-et-Loire (3,3 %) ; près de 60 % des soldats mobilisés morts ont été tués sur le champ de bataille.

La deuxième partie est celle consacrée à l'arrière sur laquelle nous nous arrêtons plus longuement : les auteurs qui, semble-t-il, n'ont pas souhaité fonder leurs recherches uniquement à partir des fonds d'archives conservés aux Archives départementales de Loire-Atlantique, indiquent néanmoins avoir souffert du manque de sources publiques dans les mairies concernées pour développer leurs études sur la vie à l'arrière (p. 154)²⁹. C'est en effet par le rôle des maires qu'ils ont choisi d'introduire la vie à l'arrière, en l'occurrence celui de La Meilleraye-de-Bretagne, Jean Chéguillaume, maire depuis 1912 d'une commune dont les archives sont plus riches. Ce qui ne manque pas de sens, le maire est, en temps de guerre comme en temps de paix, un élément pivot du relais étatique dans les départements, entre le préfet et son administration, dont il est l'un des représentants, et les populations locales. Cette entrée permet aux auteurs d'aborder les sujets clefs de la vie à l'arrière, parfois un peu trop sommairement à notre grand regret : mesures d'urgence dans les premiers jours de la guerre (premières réquisitions, moissons, chasse aux espions et surveillance des étrangers) – oubliant d'évoquer, sans doute faute de sources, les gardes civils, hommes non mobilisés chargés entre août et novembre 1914 de la surveillance du territoire –, les réfugiés, les aides diverses aux soldats et à leurs familles, la question économique (emprunts, réquisitions, ravitaillement et rationnement, mesures alors inédites en France) et « l'impitoyable drame humain » (le maire est chargé d'annoncer aux familles les décès des soldats et de les enregistrer

29. Pour les accompagner dans cette étude, les auteurs citent un ouvrage publié en 1988, qui fait encore référence, JACOBZONE, Alain, *En Anjou, loin du Front*, Vauchrézien, I. Davy, coll. « Faits et gestes ». Au sujet des archives communales et de la typologie des documents produits à cette période, on peut renvoyer au guide des sources de la Grande Guerre publié en ligne par les Archives départementales d'Ille-et-Vilaine sur le site *L'Histoire à la source* (histoirealsource.ille-et-vilaine.fr) et à la plaquette *Archives & Histoire* 5. *La Grande Guerre* sur les sources de la Grande Guerre dans les communes d'Ille-et-Vilaine.

dans les registres d'état civil). Les auteurs omettent en revanche, sans doute là aussi faute de sources, les mesures liées à la mise en culture des terres abandonnées que le maire est chargé de contrôler à partir de février 1916 avec l'instauration d'un comité agricole³⁰ et ne traitent pas de l'arrivée des Américains. Si la grippe espagnole est elle aussi écartée, les auteurs rappellent à bon escient que l'armistice de novembre 1918 ne met pas un terme à cette politique d'exception. Mais il est vrai que le maire de La Meilleraye, décédé en avril 1919, ne connaîtra pas la sortie de guerre.

Les auteurs ont ensuite mis en valeur des témoignages écrits inédits conservés dans des archives privées et parfois délivrés sous la garantie de l'anonymat (p. 177) pour évoquer de façon plus directe le rôle des populations civiles : celui des femmes avec l'exemple de Mélanie Planchenaud, jeune cultivatrice de Soudan tenant la ferme en l'absence de son époux mobilisé (reproduction et étude de lettres datées de septembre 1917 à mars 1919) et, plus original, celui d'une famille de commerçants ruraux à travers la fratrie Bioret, deux frères (Alexandre et Julien) et une sœur (Aimée), marchands de porcs à Moisdon-la Rivière (transcription de quinze lettres datées de février 1915 à juillet 1916) : nous avons la chance ici de ce que les correspondances sont conservées dans les deux sens, livrant des regards croisés. Ce sont ces échanges qui, en contrepoint des préoccupations des autorités publiques vues plus haut, témoignent de l'inquiétude quotidienne de ceux de l'arrière : la femme enhardie qui prend des initiatives, les soucis causés par les travaux agricoles, la production, les semences, les engrais, le prix des marchandises. Bref, en deux mots que les auteurs ont bien mis en avant : vendre et acheter, sous la pression des réquisitions souvent arbitraires imposées par l'armée et exigées à travers les commissions de ravitaillement souvent incompétentes et qu'il est, de fait, plus aisé de contester, à charge pour le maire de temporiser. On peut souhaiter que de prochaines publications mettront en exergue de façon encore plus poussée cette donnée à l'échelle de toutes les communes du pays de Châteaubriant. L'ouvrage évoque ensuite en parallèle les deux entreprises phares de Châteaubriant : l'usine de matériel agricole Huard et la fonderie Franco (où l'on apprend que Franco, maire de Châteaubriant, a été élu en 1912 contre Huard) qui ont fait l'objet de deux études précédentes de l'HIPPAC publiées en 2005 et 2016. Il en ressort ici ce que les auteurs n'ont pas su mettre en avant dans le monde rural : le temps de la guerre est coupé en deux actes, avant et après 1917 et la mise en place des détachés dans les usines, en clair quand l'armée met à la disposition des usines pour soutenir l'effort de guerre les ouvriers mobilisés spécialisés qui viennent renforcer les effectifs féminins, misant ainsi sur une organisation du travail plus adaptée et performante (taylorisme). Et les auteurs de constater qu'« il n'y a plus de morts à la guerre de l'entreprise Huard après mai 1917 » (p. 209). En France comme en Europe,

30. Cf. LAGADEC, Yann, SACHET, Claudia, « Une commune rurale d'Ille-et-Vilaine dans la Grande Guerre : Bédée à travers les notes du docteur-maire Louis Leroy (1914-1922) », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. XCIV, 2016, p. 233-258.

les mois qui suivent la fin des hostilités constituent un moment d'exacerbation des difficultés sociales (hausse des prix des denrées). À Châteaubriant, en dépit de mesures sociales favorables aux employés proposées dès la fin de l'année 1918 (« primes de vie chère aux enfants » et « augmentation 10 % manœuvre » peut-on lire sur une note de Jules Huard lui-même), les deux usines sont touchées par des grèves en juin 1919. Le conflit est animé chez Huard par des ouvriers proches de la Confédération générale du travail (CGT). Mais les deux patrons, qui disposent selon les auteurs d'énormes moyens issus des bénéfices de guerre (une étude à envisager ?), ne cèdent en rien à ces revendications. Néanmoins, la société Huard, après avoir licencié les grévistes, conservant son paternalisme autoritaire et social d'avant-guerre, saura faire profiter ses employés d'avantages sociaux (assurances sociales, allocations familiales et logement) bien avant la législation nationale. L'avant-dernier article de cette seconde partie évoque le circuit économique de la farine et du pain qui se trouve au cœur du ravitaillement, à partir d'une publication de l'HIPPAC sur les moulins du pays de Châteaubriant éditée en 2013. Les boulangers ont bénéficié dès 1914 de nombreux sursis d'incorporation. Leur présence est plus décisive dans les villes qu'à la campagne. Le ravitaillement en farine renvoie aussi à la production et à la récolte des céréales avec laquelle on fait des mélanges (blé / sarrasin, blé / maïs...). Les auteurs concluent que la guerre a été un accélérateur de la disparition des moulins traditionnels, permettant d'instaurer un temps industriel, le « temps des minotiers ». Pour finir, la solidarité entre les populations, celles de l'arrière et celles du front, s'exprime par un *focus* sur la création et le fonctionnement de l'« Œuvre du prisonnier de guerre castelbriantais », qui nous rappelle ces œuvres qui ont essaimé dès le mois d'août 1914 souvent par pur altruisme mais dans un certain désordre avant d'être régulées et réorganisées en 1916.

La dernière partie sur la mémoire propose une étude classique mais détaillée sur les différents monuments aux morts et plaques commémoratives – y compris des tableaux d'honneur avec plaques de médaillons en céramique conservés à La Grignonais et à Vay³¹ –, de l'ensemble des communes étudiées (tous les monuments sont reproduits). Les auteurs ont su aussi faire référence, à travers une photographie prise à Châteaubriant (p. 226), au retour des corps qui, dans un étrange voyage, à partir de mars 1921 et pendant trois ans, vont parcourir tout le réseau ferroviaire français. Les trois derniers articles, assez courts, déclinent trois cas particuliers de monument commémoratif, dont la lanterne aux morts de Fercé associé au *Livre d'or de la commune de Fercé* : unique composition de cette nature dans les communes du pays de Châteaubriant, le *Livre d'or* rassemble tout ce qui a trait à la construction du monument (délibérations, noms des donateurs, plan, discours divers), qui se trouve être, lui aussi, peu commun en Bretagne. *Le Livre d'or* aurait dû être créé dans chaque commune puisqu'il a été

31. Suivant le modèle, certains de ces tableaux d'honneur étaient proposés par des établissements nantais. Cf. SACHET, Claudia, « Des visages sur des noms. Les tableaux d'honneur avec médaillons », dans ERIC JORET et Yann LAGADEC (dir.), *Hommes et femmes d'Ille-et-Vilaine...*, op.cit., p. 372-373.

institué par la loi du 25 octobre 1919. Sans doute est-il cependant plus fréquent d'en rencontrer au nord de la Loire que cette lanterne des morts qui évoque la Vendée et le Poitou proches. L'ouvrage se termine sur deux autres remarquables monuments permettant d'associer au souvenir public celui qui se trouve confiné dans la sphère religieuse : le retable de Saint-Julien-de-Vouvantes et une cloche à La Grigonnais, alors section de la commune de Vay, clôturant cet ouvrage dans un esprit proche de celui qui avait présidé au début de la guerre, l'Union sacrée.

Notons pour conclure que la sélection iconographique fait une large place aux photographies issues de l'Historial de la Grande Guerre à Péronne. Sur la forme, on peut regretter que la succession volontairement recherchée des témoignages vaut à la mise en page d'être une suite de récits plus ou moins longs donnant l'apparence d'une énumération, parfois incongrue : ainsi lorsque l'on passe sans transition du long texte sur « Les religieux du pays de Châteaubriant morts pour la France » (p. 77-91) à ce couple que la guerre a détruit (Pierre et Amélie, p. 92-93). C'est ce que l'on pourrait au premier abord reprocher à l'ouvrage. Mais il est plus que cela puisqu'il introduit des études présentées sous un angle inédit. À l'instar des monuments aux morts qui se sont dressés dans l'entre-deux-guerres pour conserver leur souvenir, les habitants du pays de Châteaubriant d'aujourd'hui ont reçu avec ce livre leur mémoire et leur histoire – parce que ces deux notions semblent inextricables lorsque l'on évoque ce terrible conflit. Il faut en remercier les membres de l'association HIPAC et ceux qui leur ont apporté leur concours et leurs connaissances.

Claudia SACHET

[Bruno ISBLED (COORD.)], *Les pupilles d'Ille-et-Vilaine morts pour la France, 1914-1918*, Rennes, Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 2019, 165 p.

Cet ouvrage, conçu et coordonné par Bruno Isbled, s'inscrit dans la collection « Patrimoine écrit d'Ille-et-Vilaine » dont il est le troisième titre. Cette assignation éditoriale et les compétences de l'équipe d'archivistes réunie garantissent *a priori* une publication minutieuse et rigoureuse des sources concernant les pupilles de l'État qui ont été mobilisés et déclarés morts pour la France pendant la Première Guerre mondiale. Lecture faite de l'ouvrage, qui associe textes des auteurs et reproductions de documents variés, cette attente est largement comblée. Mais le livre n'est pas réductible à une présentation des sources disponibles. Il embrasse, sans le revendiquer, un champ beaucoup plus large que celui qui est borné par le titre. L'origine de ce travail, une commémoration officielle, la confrontation de la documentation connue avec le mémorial de 1921, des photographies récentes et des discours du 9 novembre 2018 permettent de suivre, à propos du même objet, deux rapports au passé : la mémoire et l'histoire.

Au cours des trente dernières années, la mémoire collective s'est installée dans l'atelier de l'historien. Cette intrusion a induit de nouvelles approches, une rupture épistémologique